



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

MERCREDI 31 JANVIER 2018

PROJET DE LOI ALIMENTATION : N'EN RESTONS PAS LA

Ce matin, le projet de loi sur l'alimentation a été présenté en Conseil des Ministres. Censé s'appuyer sur l'intégralité des conclusions des ateliers des Etats généraux, celui-ci traite en fait principalement des enjeux économiques. Pour France Nature Environnement, le débat parlementaire à venir doit être l'occasion de renforcer ce texte pour en faire une véritable loi au service de la transition agroécologique, de la santé, de l'information des citoyens et pour une rémunération juste des agriculteurs.

Une loi déconnectée des Etats généraux de l'alimentation

Après 4 mois de travail intense et inédit, les Etats généraux de l'alimentation se sont clôturés sur les conclusions du deuxième chantier traitant d'une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous. Ecrites par les présidents d'ateliers, approuvées par une très grande majorité des acteurs, ces propositions prônaient la transition vers un modèle agroécologique, alliant respect de l'environnement, du bien-être animal, préservant la santé des consommateurs et permettant une rémunération juste pour les agriculteurs.

Pour **Camille Dorioz, coordinateur du réseau agriculture et alimentation de France Nature Environnement**, « nos craintes sont confirmées : la loi alimentation n'est en fait qu'une loi d'économie agricole. Le gouvernement a déconnecté les enjeux économiques des enjeux sociétaux sur la santé des citoyens ou la préservation des ressources naturelles et de l'environnement. C'est une grave erreur, la réponse à la crise économique ne peut se faire durablement sans répondre à la crise environnementale : plus vert, c'est plus juste. »

Un engagement à deux vitesses

Des annonces complémentaires à la loi sur les pesticides, la santé ou l'agriculture biologique sont attendues dans les prochains mois. Mais si tout ne peut passer par la loi, il est impossible de ne pas voir la différence d'engagement du gouvernement entre les enjeux économiques et environnementaux. En effet, les seules propositions sur l'environnement reprennent tout juste les promesses du candidat Macron sans même prêter attention aux conclusions des Etats généraux de l'alimentation ou de la consultation publique.



Pour **Cécile Claveirole, responsable de l'alimentation et de l'agriculture pour France Nature Environnement**, *« le gouvernement manque l'occasion de transformer le discours de Rungis et les Etats généraux de l'alimentation en un premier acte structurant pour la transition agroécologique de nos modèles agricoles et alimentaires. Demain, le texte sera dans les mains des députés et des sénateurs. Il sera donc de leur responsabilité d'en faire une vraie loi sur l'alimentation, au service de la transition agroécologique, de la santé, de l'information des citoyens et pour une rémunération juste des agriculteurs. »*

France Nature Environnement est la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. C'est la porte-parole d'un mouvement de 3500 associations, regroupées au sein de 73 organisations adhérentes, présentes sur tout le territoire français, en métropole et outre-mer. Retrouvez-nous sur fne.asso.fr, Facebook et Twitter (@FNEasso).